



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 17 mars 2004

7450/04

COPEN	30
EJN	14
EUROJUST	18

NOTE DE TRANSMISSION

Émetteur : M. Daniel LECRUBIER, le Conseiller Justice et Affaires Intérieures,
Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne

Date de réception : 16 mars 2004

Destinataire : M. Charles ELSSEN, Directeur général, Secrétariat Général du Conseil, DG H

Objet: Déclarations faites au Secrétariat général du Conseil dans le cadre de la mise en
œuvre du Mandat d'arrêt européen relatives à la décision-cadre du 13 juin 2002

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, les déclarations des autorités françaises dans le cadre de la mise en œuvre de la décision-cadre du Mandat d'arrêt européen.

(formule de politesse)

(signé) Daniel LECRUBIER

**DÉCLARATIONS FAITES AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU CONSEIL
DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE
DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN
RELATIVES À LA DÉCISION-CADRE DU 13 JUIN 2002**

Article 6, paragraphe 3:

Le Gouvernement de la République française désigne :

- les magistrats du ministère public en tant qu'autorités judiciaires compétentes pour émettre un mandat d'arrêt européen aux fins de faire exécuter les mandats d'arrêt décernés par une juridiction d'instruction, de jugement ou d'application des peines, et pour assurer l'exécution de peines privatives de liberté,
- les procureurs généraux et les chambres de l'instruction en tant qu'autorités judiciaires compétentes pour mettre à exécution les mandats d'arrêt européens décernés par une autorité judiciaire étrangère.

Article 7:

Le Gouvernement de la République française désigne le ministère de la justice, direction des affaires criminelles et des grâces, sous-direction de la justice pénale spécialisée, bureau de l'entraide pénale internationale, 13, place Vendôme, 75042 Paris CEDEX 01, pour :

- transmettre par la voie diplomatique aux autorités d'un autre Etat ou à une organisation internationale les demandes émanant des autorités judiciaires françaises visant à la levée du privilège ou de l'immunité dont bénéficierait la personne recherchée au regard de cet autre Etat ou de cette organisation internationale ;

- recevoir par la voie diplomatique les demandes émanant des autorités judiciaires étrangères visant à la levée du privilège ou de l'immunité dont la personne recherchée bénéficierait en France.

Article 25, paragraphe 2 :

Le Gouvernement de la République française désigne le ministère de la justice, direction des affaires criminelles et des grâces, sous-direction de la justice pénale spécialisée, bureau de l'entraide pénale internationale, 13, place Vendôme, 75042 Paris CEDEX 01, en tant qu'autorité chargée de recevoir les demandes de transit et les documents nécessaires, de même que toute autre correspondance officielle concernant les demandes de transit.
